

Salam Kawakibi*

Cinq questions à Salam Kawakibi

1. Comment identifiez-vous le conflit actuel en Syrie: pensez-vous qu'il concerne-t-il le seul régime en place ou bien met-il aussi en cause la légitimité de l'État syrien tel qu'il existe depuis 1920?

Malgré les tourmentes que la vie politique syrienne a connues depuis la fin de l'Empire ottoman, il est important de souligner des périodes politiques où la construction collective d'un État-nation n'était pas un leurre. Avec les précurseurs de la renaissance syrienne, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, l'idée d'une nation, syrienne d'abord et arabe ensuite, dominait les esprits. En revanche, il est fort probable que cette confrontation entre deux nationalismes, avec une forte expression dogmatique, a contribué à semer des doutes identitaires qui vont perdurer. L'absence endémique d'une gestion politique rationnelle de la diversité n'a fait qu'aggraver la situation. La dimension religieuse était loin d'être dominante dans les années 'fondatrices'. Elle a cependant et paradoxalement été le résultat des dernières décennies 'séculières et progressistes'.

Les racines de la crise syrienne actuelle se retrouvent dans les années 1970 quand le pouvoir d'Assad père a instauré la 'sécuritocratie' en Syrie pour étouffer les aspirations de la société syrienne, mais, aussi et avant tout, pour contrôler le parti Ba'ath et l'armée dont il était issu et pour les transformer en instruments de contrôle répressif et en les soumettant au diktat des services de sécurité. Dès lors, le paradigme nord-coréen fut adopté pour encadrer la société depuis l'enfance jusqu'à la retraite par une bureaucratie sécuritaire appelée «organisations populaires». Ces organisations avaient comme objectif le contrôle dogmatique et sécuritaire de

* Salam Kawabiki est politologue, directeur-adjoint et directeur des recherches de Arab Reform Initiative.

toutes les catégories d'âge ou de profession. Elles servaient de courroie efficace pour la distribution d'une certaine rente consacrée à assurer des loyautés dans le cadre d'un clientélisme généralisé.

Les mouvements contestataires commencent, même timidement, dans les années 1970 et se transforment rapidement en protestations revendicatives au sein des syndicats et des corps de professions avant de gagner d'autres sphères sociales et économiques. Il est cependant regrettable qu'une grande partie de la lecture occidentale de cette période s'est limitée à la seule variante religieuse de la contestation. La répression qui a suivi a renforcé la culture de la peur dont on peut dater les débuts en 1958, date de l'union avec l'Égypte de Nasser et la création des premiers services de renseignement en liaison directe avec la gestion de l'espace socio-politique en dehors de l'appareil militaire.

Le conflit actuel en Syrie, qui vient de commémorer son cinquième anniversaire, a bel et bien commencé par une révolte populaire pacifique en mars 2011. Même si ce rappel semble évident, il dérange de plus en plus non seulement le régime lui-même, mais, aussi et surtout, la communauté internationale. L'attentisme de cette dernière, qui avoisine l'indifférence, illustre une crise de fonctionnement politique majeure ainsi qu'une carence morale que les valeurs dites occidentales peinent à camoufler.

La révolte populaire, qui avait réussi à garder une nature pacifique plusieurs mois d'affilée, n'a pas eu comme préalable la volonté d'un démantèlement de l'État ou d'une remise en cause de ses fondements. À ses débuts, elle n'a même pas songé au départ du régime en place depuis des décennies. Elle se voyait dans la même logique que celle des prémices du Printemps de Damas, avorté aussitôt né, au début des années 2000. Les raisons pour lesquelles cette contestation a émergé avant de dégénérer sont multiples: politiques d'abord, mais aussi socio-économiques. Dès lors, les facteurs identitaires et religieux se sont ajoutés pour compléter le tableau.

2. À votre avis, existe-t-il une identité syrienne propre et, dans l'affirmative, est-elle représentée par les institutions de l'État actuel?

L'identité syrienne existe ou, plutôt, existait à l'aube de la fondation de l'État. Cependant, cette identité, qui représentait une utopie à laquelle une grande partie de la société croyait, a subi des séismes successifs. La période du Mandat français (1920-1945) avait lancé, sans succès, la première tentative de remise en cause de cette identité commune, avec le projet d'un «démantèlement», sur une base communautaire, de l'État

en plusieurs entités. Les différents régimes politiques qui se sont succédé après l'indépendance ont, eux aussi, contribué à la mauvaise gestion de la diversité, une situation qui allait perdurer et s'aggraver au fil des années. En niant l'existence de la diversité ethnique et religieuse avec une rhétorique bien rodée en faveur d'une union nationale tant espérée, ces gouvernements successifs, à des degrés variables, ont ajouté leur pierre à la remise en cause de cette unité.

Ainsi, l'exclusion et la marginalisation politiques imposées à l'ensemble de la société par l'union avec l'Égypte (RAU, 1958-1961), le parti unique (1963-1970) et, enfin, le pouvoir de la famille Assad (1970-?), n'ont fait qu'approfondir les fissures dans la définition même de l'appartenance nationale.

3. À quand faites-vous remonter la confessionnalisation du conflit syrien?

Le dernier acte de la mise en place des éléments qui allaient conduire à la tragédie, sous le régime Assad, a correspondu au renforcement, dès ses débuts, de l'encadrement sécuritaire de tous les secteurs de la société en encourageant le retour à l'époque où les 'Syriens' étaient les sujets d'un pouvoir oppressif et non pas les citoyens d'une nation. Diviser pour mieux régner était le principe des forces coloniales, mais le cas syrien démontre que cette pratique a également été reprise par des pouvoirs locaux. Dès lors, les différentes formes de repli tribal, ethnique, régional et religieux se sont répandues allégrement selon une méthode méticuleusement organisée. L'instrumentalisation de la question religieuse, malgré les apparences d'un discours politique laïque, est devenue une règle. La prise en otages des 'minorités', sous le prétexte fallacieux de les protéger, même si cela n'a jamais été vérifié dans la réalité, a renforcé l'éclatement de cette union nationale déjà fragilisée.

Ces facteurs se sont ajoutés à une série de mesures de répression méthodique, notamment à l'égard de l'expression intellectuelle, qu'elle soit religieuse éclairée ou progressiste, ainsi qu'à une religiosité rampante dans une société conservatrice par nature, mais qui ne s'est que rarement radicalisée. Le pouvoir politique, pensant contrôler le radicalisme, a toléré la diffusion de pratiques obscurantistes au sein de certains cercles.

Les derniers événements, qui ont vu la montée en puissance du radicalisme, même s'ils ne peuvent pas être seulement expliqués par ce constat, sont une démonstration tangible de cette manipulation efficace. Il est intéressant de remonter dans le temps et d'analyser les différents usages sélectifs du radicalisme par le pouvoir syrien dans sa politique de

nuisance régionale au Liban, en Palestine et en Irak. Savoir manier cette arme redoutable et efficace dans la région ne pouvait que l'encourager à l'utiliser sur la scène intérieure.

4. Pensez-vous que le vivre-ensemble soit encore possible entre les différentes communautés syriennes?

La guerre civile nécessite par définition l'implication de deux ou plusieurs forces relativement équilibrées à partir d'un fondement idéologique. Cela m'amène à conclure que la guerre en Syrie n'est pas civile. Elle a commencé par être une guerre contre les civils, menée par le régime, pour s'intensifier contre tout ce qu'il y a de civil, avec la multiplication des agresseurs. Les pays qui ont connu des vraies guerres civiles ont réussi, tant bien que mal, à instaurer une pacification relative et à redémarrer dans un long processus pour aboutir à une paix réelle. Malgré tout, je veux croire que la construction d'une paix en Syrie est possible malgré les déchirures au sein de la société après cinq années de tueries.

La désignation des coupables, même symboliquement, aidera à panser les blessures. Il sera impossible de simplement tourner la page, même pour apporter une accalmie: la reconstruction nationale nécessite une vérité juste. La société civile syrienne émergente, après cinq décennies de confiscation totale de son expression et de son action, peut être un atout crucial pour cette reconstruction sociale avant d'entamer la reconstruction matérielle. Pour consolider une telle démarche, une implication constructive de la communauté internationale et, notamment, des acteurs régionaux est impérative.

La fin des combats et le recours à une justice transitionnelle adaptée aux circonstances locales, sous l'égide d'une force onusienne de maintien de la paix avec un vrai mandat, font partie des éléments nécessaires pour entamer le processus d'un revivre ensemble au sein d'une société syrienne reconstruite.

5. Quelle solution au conflit verriez-vous dans le contexte actuel?

Après des années d'indifférence pour les uns, d'inefficacité pour les autres, les acteurs internationaux, alarmés par la crise des réfugiés et les menaces terroristes, décident enfin de réagir. Il faut croire que ni les centaines de milliers de victimes ni la montée en puissance du djihadisme ne représentaient une raison valable ou suffisante pour cela, tant que la sécurité et la stabilité des

pays alliés et des Occidentaux n'étaient pas directement menacées.

Avec ce réveil tardif, la diplomatie internationale vient de lancer un processus qui peine à démarrer. L'intransigeance 'habile' des Russes et le refus d'une administration américaine en fin de mandat de toute implication, font que la scène des négociations est chaotique. Une délégation représentative, dans la mesure du possible, de l'opposition devrait rencontrer les diplomates pour négocier, en excluant les représentants du régime. Car ces derniers n'ont qu'une mission: saboter toute tentative de lancer une réflexion sérieuse sur un gouvernement de transition.

Pendant les négociations qui s'éternisent, les massacres continuent en Syrie. La solution n'est plus entre les mains des Syriens depuis un bon moment. La trêve, décrétée le 27 février 2016 et qui a été très peu respectée par le régime, avait permis, malgré tout, la réémergence des manifestations pacifiques dans plus de cent localités syriennes. Le pays est en ruine, mais il n'y a que les ruines du site antique de Palmyre qui attirent la sympathie. Il y a des millions de déplacés intérieurs et de réfugiés dans les camps, mais il n'y a que ceux qui traversent la mer et 'menacent' le calme des côtes Nord de la Méditerranée qui parviennent à faire entendre la sonnette d'alarme aux oreilles des Occidentaux. Toute une génération, qui a été exclue de la scolarité, se retrouve désemparée et désespérée. La paix reviendra peut-être un jour en Syrie, mais les répercussions de la guerre continueront à rappeler à la communauté internationale ses manquements et ses carences.

Le 6 avril 2016

